

en mesure de dire aux inemployables qu'on s'occupera d'eux, que leurs problèmes tirent à leur fin, qu'ils ne doivent pas se dégrader en prouvant leur incapacité et leur indigence. Il faudrait accorder immédiatement à cette catégorie de personnes un revenu garanti, si on veut l'appeler ainsi.

Nous devons toujours nous assurer que les administrateurs interprètent et appliquent les règlements avec humanité. Un citoyen est venu me dire qu'il avait été se renseigner sur la marche à suivre pour recevoir les prestations de sécurité de la vieillesse. On lui a répondu de revenir dans 33½ ans; or il avait 88 ans. Imaginez un peu! lui dire de revenir dans 33 ans! C'était un Irlandais de l'Île-du-Prince-Édouard, et si le Règlement m'interdit de rapporter ses paroles, laissez-moi vous dire que ce n'était pas beau à entendre. J'ai pris l'affaire en main avec le ministère en cause, et une nouvelle interprétation a permis de ramener ce chiffre à 8½ ans. Cela mettrait notre homme à 96½ ans. Une femme m'a aussi écrit; elle voulait obtenir de l'aide, mais on lui a dit de vendre la maison et la voiture qu'elle possédait et de revenir ensuite; elle serait alors admissible. Cela est horrible. Le régime proposé par le député est de loin supérieur à ces efforts pour réaliser de petites économies aux dépens des pauvres.

Je pense que le plus grave tort du gouvernement, et il en a beaucoup, est qu'en capitulant devant l'inflation, il a abandonné les pauvres, les personnes âgées, les citoyens qui n'ont que peu ou pas d'économies, les personnes à revenu fixe, les gens qui avaient cru pourvoir eux-mêmes à leur sécurité, les personnes abandonnées de ceux qui assuraient leur subsistance. Voilà les victimes d'un gouvernement froid, cruel, insensible qui déclare: l'inflation, c'est un mode de vie, il n'y a rien à y faire. Il doit y avoir quelque chose à faire et je pourrai une autre fois communiquer à la Chambre et aux Canadiens certaines décisions que nous avons prises l'autre jour sur la marche à suivre.

Qu'il me suffise de dire que cette motion fort bien présentée m'intéresse. Je félicite le député de Champlain (M. Matte) et son parti de leur préoccupation pour les pauvres du Canada. J'approfondirai leur proposition qui a beaucoup de mérite. Certaines choses ne me semblent pas encore très claires, mais je pense qu'il a joué un rôle important dans la discussion d'un sujet des plus actuels.

[Français]

**Mme Grace MacInnis (Vancouver Kingsway):** Monsieur l'Orateur, les députés de notre parti se réjouissent du fait que nos collègues du Parti Crédit Social du Canada se sont décidés à présenter aujourd'hui cette motion à la Chambre.

Assurer des revenus suffisants et nécessaires pour mener une vie moderne à chaque citoyen, à chaque citoyenne, à chaque famille de ce pays est une tâche formidable. Donner le contrôle des moyens de coexister avec les grandes sociétés industrielles et financières qui dominent et contrôlent notre existence entière, c'est cependant la tâche la plus impérieuse de notre époque.

● (1600)

[Traduction]

Il m'est agréable de voir ces gens là-bas présenter cette motion. Je sais que nos collègues du parti Crédit social ont été à l'avant-garde dans ce domaine. Peut-être ne se rendent-ils pas compte que depuis 30 ans le revenu garanti est inscrit à notre programme, et que notre parti a sans cesse travaillé à la réalisation de cet objectif.

Pendant des années, nous avons préconisé un revenu garanti. Lorsque nous ne pouvions l'obtenir, nous avons

### *Revenu minimum garanti*

fait ce qu'ils ont dû faire—nous contenter du rapiéçage qui forme leur régime de sécurité sociale. La différence maintenant, c'est que un revenu garanti semblait il y a plusieurs années être un rêve impossible à réaliser, alors qu'on considère aujourd'hui que c'est la prochaine mesure pratique à adopter pour assurer la sécurité sociale à toute la population. C'est devenu un objectif à réaliser. Nous avons constaté que notre régime actuel de sécurité sociale fait double emploi en certains domaines et prête au gaspillage. Il n'atteint pas les gens qui ont réellement besoin d'aide et ne réussit pas à protéger des groupes entiers de gens qui sont effectivement dans une situation très précaire.

J'ai été heureuse d'entendre mon collègue du crédit social mentionner deux points qui sont essentiels dans un régime de revenu garanti. Ce système doit d'abord être universel, c'est-à-dire s'adresser à tous les groupes de notre société. Il ne devrait pas non plus détourner les gens du travail. Les gens devraient être encouragés à augmenter leur revenu de base dans la mesure de leurs aptitudes et de leur compétence. J'estime que ces deux points sont très importants.

Comme je l'ai dit, le revenu garanti constitue à mon avis la prochaine mesure à prendre en vue d'assurer la sécurité sociale. Je tiens également à faire remarquer que trois provinces mettent actuellement en œuvre des mesures expérimentales dans ce sens. Ces mesures ne s'adressent pas encore à toute la population, étant donné que les revenus provinciaux ne sont pas suffisants pour le faire. De plus, il est essentiel de disposer des compétences et, dès le départ, nous ne les avons pas.

J'aimerais signaler que la Saskatchewan, le Manitoba et la Colombie-Britannique expérimentent dans ce domaine, et ce n'est pas par hasard que ces trois provinces sont dirigées par un gouvernement NPD. Ces gouvernements croient que la planification intelligente et équilibrée de la sécurité sociale et de l'économie tout entière doit être axée sur les besoins des gens et que l'économie doit chercher à y répondre au lieu de laisser les grandes corporations de l'acier, du charbon et d'autres industries lourdes voir d'abord à leurs propres intérêts. Ce genre de situation s'aggrave de jour en jour.

Les gouvernements du Manitoba, de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique ont démontré qu'ils avaient le courage de leurs convictions socialistes et démocratiques en axant la planification gouvernementale et l'intérêt public sur l'être humain. Ils ont eu le courage d'expérimenter dans ce sens. La Saskatchewan vient tout juste de démarrer, tout comme le Manitoba. En fait, le Manitoba a l'appui et la pleine collaboration du gouvernement fédéral. Elle est la seule province que le gouvernement fédéral ait pu persuader de tenter une telle expérience. La Colombie-Britannique, on le sait, a son propre programme. L'Ontario n'en veut pas. Si ce n'est pas vrai, que le ministre me contredise; ce serait ma contradiction la plus douce depuis longtemps.

La grande, puissante et riche province de l'Ontario a également étudié l'idée, mais, malheureusement, l'égoïsme est trop fortement ancré chez le gouvernement ontarien pour qu'il fasse l'essai d'un revenu garanti pour les nécessiteux. De toute évidence, l'Ontario n'est pas encore prête pour un tel programme. Si des députés comme celui de Hillsborough (M. Macquarrie) devenaient jamais majoritaires au sein de leur gouvernement, je suppose qu'avec le temps ils auraient une certaine influence, ou du moins je l'espère.